

LES UNIVERSITÉS EN CONTEXTE DE MUTATIONS
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.
UNE DÉPENDANCE SANS PRÉCÉDENT ?

Marek Kwiek

Le présent papier est composé de deux parties principales. La première partie décrit les transformations des contextes socio-économiques plus larges, dans lesquels s'inscrivent les universités européennes. Il s'agit en particulier des processus d'eupéanisation et de mondialisation. Ces transformations conduisent à des réformes, en cours ou envisagées pour l'avenir, des régimes d'État-providence et du secteur public en Europe¹. La seconde partie porte sur les transformations actuelles et futures des universités en tant qu'institutions fortement dépendantes des transformations profondes affectant les économies de la connaissance. Cet article établit un lien fort entre les évolutions à grande échelle et celles qui s'opèrent à petite échelle (en l'occurrence, dans le champ académique). L'établissement d'un tel lien consiste à avancer l'hypothèse que les universités, conçues comme des entreprises fonctionnant à grande échelle, exigent en permanence d'énormes investissements publics et privés, et qu'elles ne sont pas des îlots protégés des secousses de leur environnement social et économique. Ces secousses ont été désignées de diverses manières au cours des deux dernières décennies. On évoqua notamment l'ère de la mondialisation, l'économie de la connaissance, la société post-nationale, la seconde modernité, les États-providence de

¹ Je souhaite exprimer mes sincères remerciements pour leur soutien aux deux institutions suivantes : le ministère de la Science et de l'Enseignement supérieur (Pologne) avec la subvention N° N N106 020136, et l'EEA Grants/Norway Grants avec la subvention N° FSS/2008/X/D4/W/002.

type post-industriel. Il importe en tout cas de souligner que ces secousses ont conféré aux universités une importance sociale sans précédent dont elles ne pouvaient pas même rêver au cours des décennies précédentes. Intégrées à un cadre socio-économique en évolution, les universités semblent se voir offrir aujourd'hui de nouvelles chances, mais non sans que ces chances soient aussi accompagnées de coûts : elles doivent se débarrasser d'au moins une partie de leurs modes de fonctionnement traditionnel dans la gestion de leurs affaires courantes. Il se pourrait aussi qu'à la faveur de ces chances nouvelles, elles doivent faire face à des changements fondamentaux quant à la perception que la profession académique a d'elle-même et quant à celle qu'en a la société.

40

TRANSFORMATIONS DANS LE CONTEXTE ACADÉMIQUE EUROPÉEN

En Europe, dans ses formes traditionnelles, l'enseignement supérieur a été principalement financé par des fonds publics, et il a connu son plus fort essor au moment même où, après 1945, l'État-providence se développa. Aujourd'hui, alors même que le savoir acquiert une importance grandissante du point de vue de sa production, de son acquisition, de sa diffusion et de son application concrète, dans des sociétés et des économies du savoir émergentes, le rôle traditionnel dévolu à l'enseignement supérieur en Europe n'a pas beaucoup évolué dans le secteur public, actuellement en cours de restructuration. Durant cette dernière décennie, des pressions d'ordre mondial ont pesé sur les politiques nationales, concernant l'État-providence en général et l'enseignement supérieur en particulier. À quoi s'est ajoutée la promotion d'un État « intelligent » ou « minimal » dont les devoirs sociaux seraient moins contraignants au regard de ceux que l'on tenait pour acquis dans l'Europe de l'Ouest au cours des décennies précédentes. Plus généralement, des tentatives ont été menées pour reformuler un contrat social d'après-guerre qui donna naissance à l'État-providence tel que nous le connaissons et dans le cadre duquel les systèmes d'enseignement supérieur se sont fortement développés au point de se massifier.

En Europe, les rapports entre les États modernes et les universités ont été stables pendant ces deux derniers siècles, sauf dans les deux

ou trois dernières décennies où, de plus en plus, ils ont été remis en question². Ce sont sans doute la mondialisation et l'eupéanisation qui ont favorisé l'émergence des changements les plus importants dans les conceptions de l'État et de l'Université, comme il est souvent admis³. Historiquement, les États modernes sont devenus des États-nations parce qu'ils ont remporté des guerres, parce qu'ils étaient (relativement) prospères économiquement et qu'ils ont gagné en légitimité aux yeux de leur population et des autres États⁴. La souveraineté des États s'est accompagnée en Europe de la naissance dans le cadre national de politiques éducatives souveraines et du soutien plein et entier de l'État en faveur des universités les plus conformes au modèle de l'État-nation moderne (à partir du XIX^e siècle, et en particulier lorsque s'imposa le modèle humboldtien d'inspiration allemande qui impliquait d'étroites relations entre les institutions modernes et les États-nations modernes). L'Université, comme le souligne Gerard Delanty, fournissait « un fondement moral et spirituel » à l'État-nation moderne et les professeurs étaient considérés comme « les représentants de la nation »⁵. C'est à l'issue du processus de formation des États-nations que les systèmes d'éducation nationale européens ont eux-mêmes vu le jour. Ils sont nés lorsque les États fondés sur l'absolutisme ou la monarchie ont cédé la place aux États-nations modernes : l'histoire de l'éducation nationale en Europe est ainsi, pour une large part, l'histoire de l'« État-nation en formation »⁶. Les systèmes d'éducation nationale ont contribué à créer les loyautés civiques et les identités nationales, et sont devenus les gardiens de la diversité nationale des langues, des cultures, des littératures

- 2 Voir Naeve, Guy et Frans A. van Vught, *Prometheus Bound: The Changing Relationship Between Government and Higher Education in Western Europe*, Oxford, Pergamon Press, 1991.
- 3 Voir Maassen, Peter et Johan P. Olsen (dir.), *University Dynamics and European Integration*, Dordrecht, Springer, 2007.
- 4 Voir Held, David, *Democracy and the Global Order*, Cambridge, Polity Press, 1995, p. 71-72.
- 5 Delanty, Gerard, *Challenging Knowledge. The University in the Knowledge Society*, Buckingham, SRHE/Open University Press, 2001, p. 33.
- 6 See Green, Andy, *Education, Globalization and the Nation-State*. London, McMillan Press, 1997, p. 131.

et des consciences. L'Université moderne et l'État-nation moderne sont allés de pair, ou ont été partie intégrante du même processus large de modernisation⁷. Par voie de conséquence, les reconfigurations actuelles de l'État-nation moderne en Europe – provoquées par les processus de mondialisation et d'eupéanisation – affectent, à la fois directement et indirectement, l'institution universitaire moderne. L'éducation des masses assurée par l'État a été la première source de socialisation par laquelle l'individu a été considéré comme citoyen d'un État-nation. Les États-nations européens se sont engagés à autoriser, financer et administrer les systèmes d'éducation, y compris l'enseignement supérieur, afin d'élaborer les politiques nationales unifiées.

42

Sous la pression de la mondialisation (et de l'eupéanisation), ces fondements hérités de l'histoire ne peuvent plus fonctionner, et les rapports entre les universités (publiques) et les États-nations sont en train de changer. Leur dépendance réciproque n'est plus aussi évidente qu'il y a cinquante ans ou cent cinquante ans ; les universités sont de plus en plus indépendantes financièrement, et les États ne semblent plus avoir besoin des grands récits nationaux, bien davantage préoccupés par les pressions mondiales qui leur imposent de réévaluer leurs tâches et leurs priorités, y compris leurs priorités financières concernant les services sociaux assurés par l'État-providence. Les universités publiques traditionnelles étaient (largement) liées à l'État-nation et (essentiellement) financés par l'État-providence. Mais elles se trouvent dans un nouveau cadre socio-économique aujourd'hui : dans la mesure où le réexamen des rôles et des capacités de l'État – notamment eu égard à la prestation des services sociaux – est devenu incontournable, il doit en être de même du rôle des universités et des rapports traditionnels entre l'État et l'enseignement supérieur. L'Université en Europe s'est radicalement dissociée de l'État-nation – et dans le contexte européen, l'UE élabore de nouvelles politiques universitaires qui mettent la formation continue (et ceux auxquelles elle s'adresse) au centre du projet de l'Union européenne intégrée.

7 Voir Rothblatt, Sheldon et Björn Wittrock (dir.), *The European and American university since 1800. Historical and sociological essays*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

Aujourd'hui, la politique éducative européenne semble s'adresser, pour ce qui concerne la formation continue, à l'Européen désireux de suivre une formation de ce type, sans considération de sa nationalité, plutôt qu'au citoyen des États-nations européens traditionnels. À titre d'exemple, les références aux États-nations sont rares dans les textes du Processus de Bologne ; dans le cadre des débats de l'Espace européen de la Recherche (*European Research Area*), lancés par la Commission européenne⁸, les universités se voient reconnaître un rôle majeur pour les économies nationales et européennes. *A contrario*, leur rôle traditionnel, consistant à inculquer une conscience nationale, si importante pour les États-nations traditionnels s'est considérablement réduit.

Ainsi le lien traditionnel entre les États-nations modernes et l'Université moderne s'est-il rompu. En outre, l'enseignement supérieur est désormais considéré, dans le contexte de l'UE, d'un point de vue post-national (et nettement européen), qui tend souvent à juxtaposer les intérêts de l'Union dans son ensemble et ceux des États membres particuliers (États-nations). La raison de ce nouvel intérêt de l'Union européenne pour l'enseignement supérieur est affirmée, sans ambiguïté, par la Commission européenne : si ce sont les pouvoirs nationaux (voire régionaux) qui, pour l'essentiel, sont responsables des universités, les plus grands défis sont « européens, voire internationaux ou mondiaux »⁹.

Le présent article soutient que la mondialisation exerce un impact indirect sur les universités européennes (*via* la révision du rôle de l'État-nation dans l'économie mondiale et l'ouverture de la discussion sur l'avenir des régimes d'État-providence en Europe) et que l'europanisation – en tant que réponse régionale à la mondialisation – exerce un impact direct sur les universités européennes (*via* le nouveau discours européen sur « la transformation du rôle des universités », parallèlement aux discours développés par d'autres organisations supranationales et internationales telles que la Banque mondiale et l'OCDE dans la dernière décennie). Nous considérons ici que les nouvelles politiques éducatives promues au

⁸ Voir EC – European Commission, *The Role of Universities in the Europe of Knowledge*, Brussels, COM, 2003, p. 58.

⁹ *Ibid.*, p. 9.

niveau européen désunissent les États-nations et les universités publiques. Il existe des rapports complexes et souvent contradictoires entre le processus de mondialisation affectant les États-nations, l'évolution des politiques éducatives et sociales au plan national, et l'évolution des politiques éducatives et sociales au niveau européen – tous ces facteurs transformant le(s) rôle(s) futur(s) des universités européennes. Les gouvernements nationaux réagissent autant à la mondialisation qu'à l'européanisation : les politiques et stratégies élaborées, les instruments utilisés par elles, et les contradictions auxquelles elles sont confrontées gagnent à être compris à la lumière de ces deux processus liés entre eux. La mondialisation exerce sur les politiques et stratégies éducatives européennes, et davantage encore sur les politiques et stratégies nationales qui en résultent, un impact considérable. Comme on le voit par exemple à travers la stratégie de Lisbonne (*Lisbon Strategy*) pour la croissance et l'emploi, la mondialisation, par une voie indirecte, modifie fondamentalement les lunettes à travers lesquelles nous comprenons le fonctionnement des universités, évaluons leurs performances et mesurons leurs résultats. La conséquence la plus évidente de la mondialisation réside dans la nécessité, s'imposant à tous les décideurs au niveau européen d'opérer de profondes transformations dans les universités européennes afin que l'européanisation soit une réponse satisfaisante à la mondialisation.

Il reste que, les réformes des États-providence se poursuivant dans la plupart des pays du monde, les contrats sociaux qui se trouvent au fondement de l'Université, et probablement d'autres domaines qui exigent aussi des aides sociales et des services publics, devraient se voir renégociés. Les préoccupations des États se sont aujourd'hui déplacées vers les problèmes économiques et globaux, aux dépens des problèmes sociaux et domestiques. C'est en quoi l'État, sous sa forme actuelle, diffère de ce que Bob Jessop a appelé « État-providence national keynésien »¹⁰. Concrètement, cela pourrait impliquer des changements à la fois dans

¹⁰ Voir Jessop, Bob, « The Changing Governance of Welfare: Recent Trends in Its Primary Functions, Scale, and Modes of Coordination », *Social Policy & Administration*, vol. 33, n° 4, décembre 1999.

les structures des dépenses publiques et dans les politiques monétaires nationales. Les universités sont déjà affectées par ces changements : en dépit de l'augmentation générale (dans la zone de l'OCDE) de la part du financement public consacrée à l'enseignement et la recherche (allouée aussi bien à l'enseignement supérieur qu'au secteur privé), les universités devraient être plus autonomes financièrement. La « troisième source de financement »¹¹ (*third-stream funding*), ainsi nommée par Burton Clark, est plus importante que jamais. Pour autant, le nouveau système de financement modifie les comportements des organisations et touche au cœur de leur mission : les processus de « marchandisation », de privatisation et de commercialisation¹² conduisent au « paradoxe du marché »¹³.

Les grands problèmes politiques généraux et structurels que posent les universités publiques (tels que les ont présentés les documents de la Commission européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale au cours de cette dernière décennie) ne semblent pas vraiment différer des problèmes politiques structurels posés par d'autres segments du secteur public. L'économie politique des réformes est aussi à peu près identique dans tous ces domaines¹⁴. La principale singularité des universités tient à ce fait bien connu que, pour diversifier leurs revenus, les universités européennes ont plus d'options envisageables que les systèmes de santé européens, et que ces options sont socialement acceptables. Cela laisse penser que les universités peuvent être encore plus autonomes financièrement qu'auparavant et potentiellement, plus ouvertes à de nouveaux systèmes de financement, lesquels favorisent le cofinancement avec le secteur des entreprises, la troisième source de financement et,

11 Voir Clark, Burton R., *Creating Entrepreneurial Universities. Organizational Pathways of Transformation*, New York, Pergamon Press, 1998.

12 Voir Bok, Derek, *Universities in the Marketplace. The Commercialization of Higher Education*, Princeton, Princeton University Press, 2003 ; Teixeira, Pedro, Ben Jongbloed, David Dill et Alberto Amaral (dir.), *Markets in Higher Education. Rhetoric or Reality?*, Dordrecht, Kluwer, 2004.

13 Voir Geiger, Roger L., *Knowledge and Money. Research Universities and the Paradox of the Marketplace*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

14 Voir OECD, *The Political Economy of Reform: Lessons from Pensions, Product Markets and Labour Markets in Ten OECD Countries*, Paris, OECD, 2009.

d'une manière générale, de nouveaux revenus auxiliaires et non-étatiques¹⁵. Au niveau national, l'enjeu politique est de savoir dans quelle mesure chaque pays veut et peut accepter de penser, du point de vue mondial, l'avenir des institutions du secteur public en général (et des universités publiques en particulier) – c'est ce qu'on appelle parfois le « scénario mondial » (*global script*) —, et de savoir dans quelle mesure cette nouvelle façon de concevoir les services publics peut varier selon les pays. Il est étonnant de voir que le programme mondial des réformes universitaires avait déjà une cohérence remarquable dans les années quatre-vingt-dix, comme l'observe D. Bruce Johnstone¹⁶.

L'espace économique de l'État-nation et les frontières du territoire national ne coïncident plus. Par conséquent, « le compromis libéral intégré » (John Gerard Ruggie) d'après-guerre – le contrat social entre l'État, le marché et le travail – ne fonctionne plus, ayant été conçu pour des économies nationales relativement fermées¹⁷. À l'époque où les principaux régimes d'État-providence européens étaient établis, on ne se rendait pas entièrement compte que les politiques de régulation du marché ne réussissent que si les États-nations territoriaux sont capables de contrôler leurs frontières économiques. Soumis aux forces de la mondialisation, ils ont cependant perdu leur capacité de contrôle. Le contrat social, qui avait permis aux États-nations dans les pays capitalistes avancés de se doter d'un État-providence, vit le jour après

15 Voir Shattock, Michael, *Entrepreneurialism in Universities and the Knowledge Economy. Diversification and Organizational Change in European Higher Education*, Maidenhead, Open University Press, 2008.

16 Voir Johnstone, D. Bruce, *Financing Higher Education. Cost-sharing in International Perspective*, Boston, CIHE, 2006.

17 Voir Ruggie, John Gerard, « Globalization and the Embedded Liberalism Compromise: the End of an Era ? », Cologne, Max Planck Institute for the Study of Societies, Working Paper 97/1, 1997 (on peut lire ce texte en se référant au lien suivant : <http://www.mpifg.de/pu/workpap/wp97-1/wp97-1.html>) ; Scharpf, Fritz, « The European social model: coping with the challenges of diversity », Cologne, Max Planck Institute for the Study of Societies, Working Paper 02/8, juillet 2002 (on peut lire ce texte en se référant au lien suivant : <http://www.mpifg.de/pu/workpap/wpo2-8/wpo2-8.html>) ; Scharpf, Fritz, et Vivien A. Schmidt (dir.), *Welfare and Work in the Open Economy*, t. I, *From Vulnerability to Competitiveness*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

la Seconde Guerre mondiale. Avec l'avènement de la mondialisation, ce contrat se voit cependant érodé à différents degrés dans différents pays¹⁸.

Les reconfigurations, autant théoriques que pratiques, du rôle des services publics durant les deux dernières décennies ont sensiblement modifié la nature des missions que les universités assument aujourd'hui. Plus généralement, l'Université, comme d'autres institutions du secteur public, est de plus en plus considérée sous l'angle de son inscription dans le contexte contemporain caractérisé par la compétitivité économique des nations, les pressions mondiales subies par les économies nationales et les États-providence. Pour les universités publiques, ce contexte est radicalement nouveau ; il l'est aussi pour les universitaires. Les conséquences de ce changement sont profondes : pendant une quinzaine d'années, les organisations et les institutions internationales et supranationales ont participé à la réélaboration des nouvelles missions de l'Université et à la réinvention de leur avenir. La Banque mondiale, la Commission européenne et l'OCDE n'ont commencé à s'intéresser, de façon systématique, au domaine de l'Université qu'à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, même si quelques rapports avaient été publiés antérieurement. Elles n'en ont pas moins exercé une influence considérable sur la pensée politique et l'élaboration des projets politiques dans toute l'Europe. Il semble en effet que ces institutions mondiales aient fourni aux décideurs européens un nouveau cadre de réflexion et de discussion pour penser l'avenir de l'Université, du reste, dans les discussions politiques actuelles, l'espace économique semble coïncider de plus en plus avec l'espace universitaire. On se pose rarement la question de savoir « quel type d'université [nous voulons] pour quel type de société »¹⁹. C'est au sein d'un espace nettement plus « économique », et non plus au sein de l'espace « universitaire » traditionnel, que les rôles, les missions et l'avenir des universités publiques sont aujourd'hui envisagés.

18 Voir Slaughter, Anne-Marie, *A New World Order*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

19 Voir Maassen, Peter et Johan P. Olsen (dir.), *University Dynamics and European Integration*, *op. cit.*, p. 25.

Cette transformation affecte les institutions, les universitaires ainsi que les étudiants. Dans ce secteur comme dans d'autres grands secteurs du service public, dans le système de santé et des retraites par exemple, c'est la dimension économique du fonctionnement des universités qui passe au premier plan, notamment dans les pays en transition. Dans des systèmes massifiés, les étudiants se perçoivent de plus en plus comme des consommateurs, et voient dans les universitaires des prestataires de services éducatifs. Les institutions tendent de plus en plus à considérer les universitaires comme des travailleurs intellectuels à mi-temps, plutôt que comme des professeurs titulaires consacrant leur liberté académique à la recherche de la vérité, comme le supposaient les modèles traditionnels de l'Université. À quoi s'ajoute que, dans les institutions européennes, la collégialité universitaire se fait de plus en plus rare, balayée par de nouvelles approches de gestion et des activités entrepreneuriales. Les sociétés considèrent de plus en plus l'enseignement supérieur comme un bien privé, et sont désormais disposées à payer de leur poche pour obtenir ce bien (particulièrement dans les pays en transition où le secteur des entreprises est vaste et le secteur public reste limité et réservé à une élite). Enfin, les gouvernements considèrent les universités comme les soubassements des économies de la connaissance, dont le rôle est crucial pour la croissance économique nationale. Toutefois, aussi bien les critiques hâtives à l'encontre de l'enseignement supérieur européen (formulées notamment par les gouvernements nationaux et la Commission européenne) que les espoirs suscités par le rendement économique supposé des réformes des systèmes d'enseignement supérieur semblent tout à fait exagérés.

Au regard de ses formes européennes traditionnelles d'après-guerre, de ses services publics, et en particulier de l'enseignement supérieur, l'État-providence semble subir des transformations fondamentales dans la plupart des pays européens. Ces changements et les discours argumentant en leur faveur (qu'ils soient ceux de la Commission européenne, de l'OCDE ou de la plupart des gouvernements nationaux) vont dans le même sens : il faut rendre les universités publiques plus autonomes financièrement en réévaluant les frais d'inscription, l'accès à l'enseignement supérieur devenant aujourd'hui plus équitable ; il faut

favoriser l'initiative entrepreneuriale des universités pour qu'elles puissent s'assurer un revenu auxiliaire et non-étatique plus important, etc. (bien que les concepts et les vocabulaires utilisés puissent être différents selon les systèmes). Il est encore extrêmement difficile de prévoir le résultat final de ces expérimentations.

LES FUTURES TRANSFORMATIONS DES UNIVERSITÉS : MONDE ACADÉMIQUE ET ÉCONOMIES DE LA CONNAISSANCE

Quel est l'impact de ces processus socio-économiques sur le monde universitaire, et notamment la profession universitaire ? Plus haut, nous avons décrit dans les grandes lignes les dimensions sociale et économique des transformations de l'État, à la fois sous ses formes d'État nation et d'État-providence. Transposées au cadre de l'Université, ces évolutions se traduisent par un regain d'attractivité des institutions de l'enseignement supérieur, par la modification du rôle dévolu aux universitaires comme acteurs de l'enseignement supérieur, par l'importance prise par l'autonomie financière et les forces du marché, par la montée en puissance de l'esprit managérial dans l'organisation de l'Université, par la diversification des institutions et des professions académiques due à la généralisation de l'enseignement supérieur. Nous estimons que l'état des lieux socio-économique brièvement esquissé plus haut²⁰ est indispensable pour comprendre l'état des lieux plus réduit concernant les universités que nous évoquons aussi brièvement ici²¹.

20 Pour plus de détails, voir mon article, « The University and the State in a Global Age: Renegotiating the Traditional Social Contract ? », *European Educational Research Journal*, vol. 4, n° 4, décembre 2005 ; *id.*, *The University and the State. A Study into Global Transformations*, Frankfurt/New York, Peter Lang, 2006 ; *id.*, « Globalisation : Re-reading Its Impact on the Nation-State, the University, and Educational Policies in Europe », dans Maarten Simons, Mark Olssen, and Michael E. Peters (dir.), *Re-reading Education Policies. A Handbook Studying the Policy Agenda of the 21st Century*, Rotterdam/Boston/Taipei, Sense Publishers, 2009.

21 Pour plus de détails, voir mon article, « The Changing Attractiveness of European Higher Education: current developments, future challenges, and major policy issues », dans Barbara Kehm, Jeroen Huisman and Bjorn Stensaker (dir.), *The European higher education area: perspectives on a moving target*, Rotterdam/Boston/Taipei, Sense Publishers, 2009.

De façon générale, les institutions publiques et privées se transforment aujourd'hui sous des pressions de multiples sortes, dont l'intensité est variable selon les pays d'Europe. Parmi ces institutions figurent des organismes gouvernementaux, des institutions du monde des entreprises, de la société civile et les principales institutions du secteur public. Nous voyons aujourd'hui s'ébranler un monde stable organisé selon les traditions des institutions modernes. Les universités doivent ainsi davantage s'adapter à des réalités socio-économiques mouvantes. Les stratégies éducatives pour la prochaine décennie doivent tenir compte de la complexité croissante des activités universitaires et du rôle puissant que jouent encore les traditions de l'Université moderne européenne, lesquelles pourraient certes inhiber les changements, mais aussi les susciter. Les stratégies éducatives doivent aussi prendre en considération les différences irréconciliables entre les principales parties prenantes pour accroître l'attractivité de l'enseignement supérieur en Europe, et les tensions croissantes entre celles-ci, que l'on peut prévoir pour la prochaine décennie. Bien évidemment, il n'est pas très facile de réconcilier les attentes de l'État (qui demeure la source principale de son financement dans les pays européens), des étudiants, du marché du travail et des universitaires sur l'enseignement supérieur. Dans la prochaine décennie, la profession universitaire se trouvera au cœur du cyclone. Et, pour être mieux équipée afin d'y faire face, elle doit savoir que le cyclone viendra. Les universités en tant qu'institutions ont la possibilité d'être, autant pour la société que pour l'économie, plus importantes qu'elles ne l'ont jamais été dans l'histoire. Mais leurs parties prenantes principales doivent néanmoins mesurer les forces du changement, et savoir comment elles peuvent réconcilier leurs intérêts de plus en plus conflictuels.

À mesure que la perspective du marché s'impose et que l'austérité financière pèse sur tous les services publics sous l'effet de la mondialisation et de l'internationalisation, les établissements européens de l'enseignement supérieur doivent s'adapter au contexte financier mouvant, principalement en cherchant de nouvelles sources de revenus majoritairement non-étatiques, auxiliaires et originales eu égard aux traditions de la plupart des systèmes. Ces solutions peuvent consister à

importer tel ou tel aspect de la culture entrepreneuriale dans les recherches universitaires (expertise-conseil, contrats avec les secteurs industriels, séminaires de recherche de courte durée, etc.) et à partager, selon divers modalités et niveaux, les coûts de l'enseignement (les frais de scolarité), en fonction des pratiques habituelles des systèmes universitaires (et du niveau relatif de leur manque de fonds)²².

Ce n'est qu'au prix de son attractivité que l'Université pourra garder au moins les caractéristiques majeures des systèmes d'enseignement supérieur d'après-guerre, et demeurer un pôle attractif comme lieu de travail et de carrière professionnelle. La mondialisation entraîne une concurrence directe entre les modèles d'organisations de type entrepreneurial et non-entrepreneurial et, dans le cas des établissements publics, on peut s'attendre à ce que les nouveaux modes de gestion entrepreneuriale – bien connus en Europe, surtout dans les établissements privés d'enseignement supérieur – entrent en rivalité avec les types de gestion universitaire plus traditionnels, c'est-à-dire de gestion collégiale. À l'heure où il est devenu urgent de réformer les systèmes d'État-providence actuels dans la plupart des pays européens, les établissements et les systèmes universitaires attractifs pourront compenser l'impact financier négatif induit par la reconstruction progressive des régimes d'État-providence européens les plus généreux en matière de financement public alloué à l'enseignement supérieur. Contrairement aux systèmes de santé et de retraite, l'enseignement supérieur en général, et les universités axées sur la recherche en particulier sont perçus par les sociétés européennes comme capables de générer leur propre revenu additionnel. L'ironie réside ici en ce que plus les universités publiques adoptent des modes de gestion à caractère entrepreneurial, plus elles ont de chances de voir leur autonomie financière s'accroître inévitablement à l'avenir : les universités du futur risquent d'être « punies » pour leur capacité actuelle à se débrouiller dans les temps difficiles. Particulièrement dans les économies européennes en

22 Voir Johnstone, D. Bruce, *Financing Higher Education. Cost-sharing in International Perspective*, *op. cit.* ; Shattock, Michael, *Entrepreneurialism in Universities and The Knowledge Economy*, *op. cit.* ; Williams, Gareth, « Finance and entrepreneurial activity in higher education in a knowledge society », dans *ibid.* ; mon article, « Entrepreneurialism and private higher education in Europe », dans *ibid.*

transition en particulier, mais ailleurs aussi, des efforts sont consentis pour introduire les mécanismes du marché dans les systèmes de retraite (à travers la création de régimes à piliers multiples se substituant aux traditionnels régimes de retraites par répartition fondés sur la solidarité intergénérationnelle) et dans les systèmes de la santé (les systèmes privés fondés sur des contrats d'assurance additionnels, privés et individuels)²³. Or, c'est précisément sur le financement public de l'enseignement supérieur et de la recherche que cette tendance à la « marchandisation » ou à la privatisation pourrait avoir les conséquences les plus lourdes. Les limitations et les conditionnalités croissantes du financement public (et les exigences de responsabilité en matière de dépenses et de compétitivité en matière de recettes dont elles s'accompagnent) constituent sans doute la dimension la plus importante des changements dans les règles du jeu universitaires. Le point essentiel n'est pas la réduction du financement, mais bien plutôt sa différenciation (bien que l'OCDE/GEES ait organisé une conférence internationale importante sur l'enseignement supérieur, dont le thème était : « Faire plus avec moins »).

Un autre processus est envisageable : la promotion, à travers l'Europe, d'un financement privé par des fonds de recherche privée assurés par le secteur entrepreneurial et des fonds d'enseignement privés constitués par les frais de scolarité. Un tel afflux financier constituera une solution politique nouvelle et raisonnable pour pallier les problèmes actuels du manque de fonds et de l'austérité financière dans les universités européennes. Les tendances démographiques en Europe et, tout particulièrement, le vieillissement des sociétés européennes, affecteront directement le fonctionnement de l'État-providence en général. Mais ce n'est qu'indirectement qu'elles affecteront les universités à travers les pressions croissantes exercées sur l'ensemble des dépenses publiques. Les établissements d'enseignement supérieur les plus solides seront capables de faire face aux changements du système de financement dans leur pays

²³ Voir Powell, Jason et Jon Hendricks (dir.), *The Welfare state in post-industrial society. A global perspective*, Dordrecht, Springer, 2009 ; mon article, « The University and the Welfare State in Transition. Changing Public Services in a Wider Context », dans Rosemary Deem et coll., *World Yearbook of Education 2008*, London, Routledge, 2007.

(conséquences de ceux qui interviennent dans le système de financement des services publics en général), au lieu d'être seulement entraînés par ces changements.

Il y a aujourd'hui une certaine tendance à définir l'enseignement supérieur non plus comme un bien public (et collectif), mais comme un bien privé (et individuel). Une telle redéfinition affaiblira peut-être davantage encore le principe du financement de l'enseignement par d'abondantes subventions publiques. Dans ce que Guy Neave appelle la « société des parties prenantes » (*stakeholder society*)²⁴, la relation fondamentale entre les établissements de l'enseignement supérieur et leurs parties prenantes est toujours « conditionnelle ». La logique économique de l'enseignement supérieur est en train de changer, et les taux de rendement des investissements individuels dans l'enseignement supérieur sont mesurés avec précision dans le monde entier.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, en dépit de la croissance considérable des effectifs, l'enseignement supérieur public en Europe est demeuré relativement stable du point de vue qualitatif, et sa structure fondamentale n'a pas changé. Les facteurs de changement sont comparables dans le monde entier, et tendent à transformer les systèmes d'enseignement supérieur en des espaces davantage tournés vers le marché et plus compétitifs ; ils conduisent aussi à une réglementation étatique plus stricte en dépit d'un financement étatique plus faible. Ce processus peut entraîner des changements qualitatifs : la privatisation de l'enseignement supérieur s'est répandue dans le monde entier. Pendant des siècles, « le marché » n'eut pas une grande influence sur l'enseignement supérieur : la majorité des universités modernes en Europe avaient été créées et subventionnées par l'État. Aujourd'hui, les forces du marché exercent sur l'enseignement supérieur une influence de plus en plus importante dans l'ensemble du monde : bien que cette transformation prenne des formes diverses et suive des rythmes variables à travers le monde, ce changement est de nature mondiale et devrait avoir un impact fort sur les systèmes d'enseignement supérieur en Europe. Les forces

²⁴ Neave, Guy, « On stakeholders, cheshire cats and seers: changing visions of the university », dans *The CHEPS Inaugural Lectures 2002*, Enschede, CHEPS, 2002.

du marché déterminent le comportement de nouveaux fournisseurs et, ce qui est plus important encore, elles jouent un rôle de plus en plus significatif dans la redéfinition des missions des établissements existants de l'enseignement supérieur public traditionnel, en les faisant évoluer vers des modes d'organisation plus entrepreneuriaux empruntés aux entreprises.

54

Dans la prochaine décennie, de nouvelles parties prenantes (dont l'importance était nettement moindre par le passé) devraient jouer un rôle croissant dans l'enseignement supérieur européen. Confrontées à la massification, les universités devront répondre de mieux en mieux non seulement aux besoins mouvants de l'État, mais aussi à ceux des étudiants, des employeurs, du marché du travail et du monde industriel, ainsi que des régions où elles sont implantées. Ces changements prévisibles pourraient modifier fondamentalement les relations entre les diverses parties prenantes, au fur et à mesure que le rôle de l'État diminue (surtout dans le financement) et que celui des étudiants et du marché du travail s'accroît dans la part du secteur de l'enseignement supérieur plus axée sur l'enseignement. Il en sera de même pour le rôle croissant du monde industriel et des régions dans la part du secteur universitaire plus axée sur la recherche. Le rôle des universitaires dans les deux types d'établissements (axé sur l'enseignement ou la recherche) devrait être relativement faible, alors que celui des parties prenantes externes devrait constamment s'accroître.

De façon plus générale, la massification de l'enseignement supérieur est liée à l'importance croissante de ces nouvelles parties prenantes externes. En même temps, alors même qu'elles seront engagées dans ces transformations et ces adaptations, les universités devront pour prospérer, c'est-à-dire pour être à la fois attractives et compétitives, continuer de répondre aux besoins (traditionnels ou nouveaux) des universitaires qui constituent, et constitueront toujours, le cœur du système. Les besoins des étudiants sont de plus en plus différenciés en raison de la différenciation de leurs populations dans des systèmes massifiés – ce qui explique déjà la grande différenciation des systèmes d'établissements (et, parallèlement, la diversité au sein de la profession universitaire).

Ce processus de différenciation (ou de stratification) qui devrait se poursuivre dans la prochaine décennie peut modifier radicalement la profession universitaire en général, accroître son hétérogénéité et avoir un impact fort sur les relations traditionnelles entre l'enseignement et la recherche dans les universités européennes. Les caractéristiques majeures des systèmes académiques de l'Europe actuelle – la combinaison de l'enseignement et de la recherche comme vocation fondamentale de l'institution – peuvent faire l'objet d'une redéfinition importante. Il semble ressortir de tout cela que l'on n'ait pas encore pris la pleine mesure des changements induits par le Processus de Bologne (qui portaient surtout sur l'enseignement) aux niveaux européen, national, institutionnel et individuel (pour ce qui concerne les universitaires) en Europe.

Le monde social, politique, culturel et économique est en pleine mutation. Les populations estudiantines et les établissements éducatifs le sont aussi (ces derniers sont de plus en plus contraints de répondre aux demandes mouvantes des premières). L'enseignement supérieur est soumis à de fortes influences venues de tous les côtés et de parties prenantes nouvelles et anciennes : l'État, les étudiants, le corps enseignant, les employeurs, le monde industriel. Surtout, son coût devient très élevé. On peut penser que, dans la prochaine décennie, les parties prenantes externes auront des besoins différents de ceux qu'elles avaient par le passé, et que leurs voix seront de plus en plus prises en compte. Les établissements devront se transformer pour garder la confiance du public (et pour utiliser des fonds publics). Le rôle du marché dans l'enseignement supérieur (ou des « quasi-marchés » réglementés par le gouvernement) s'accroît au fur et à mesure qu'il remodèle nos vies d'être humain et de citoyen et, enfin, les vies des étudiants et du corps enseignant. Jamais l'institution universitaire n'avait été, pendant une période de temps aussi longue, sous les pressions mouvantes de différentes parties prenantes ; jamais elle n'avait été considérée, de façon si unanime à travers le monde, comme incapable de répondre aux besoins des étudiants et du marché du travail et éloignée des exigences du marché du travail. Par voie de conséquence, la question semble ouverte de savoir quelles directions les systèmes d'enseignement supérieur prendront pour s'adapter aux

réalités socio-économiques nouvelles que sont l'accroissement du rôle du marché et le lien de plus en plus étroit entre l'avenir professionnel et économique des étudiants et leurs diplômes.

À la suite des transformations d'autres institutions du secteur public, les universités européennes – traditionnellement financées par des fonds publics et spécialisées dans l'enseignement et la recherche – sont soumises à de fortes pressions pour reconsidérer leurs missions et ainsi faire face à l'austérité (relative) qui pèse sur toutes les institutions du secteur public. Les universités sont aussi incitées, pour assurer leur propre financement, à rivaliser avec d'autres services publics fortement dépendants des fonds publics. Dans le monde entier, les priorités publiques sont en cours de redéfinition. La compétition croissante à laquelle sont soumis les universités et, plus particulièrement, les programmes d'enseignement et de recherche pour obtenir des ressources publiques est lourde de conséquences.

Les systèmes éducatifs massifiés (et la profession universitaire elle aussi de plus en plus massifiée) s'acheminent inévitablement vers de nouvelles formes de différenciation, de diversification et de stratification. Dans la plupart des pays européens, les universités semblent encore accorder un grand pouvoir au corps enseignant et ne répondent pas très bien aux demandes des étudiants et du marché du travail. Mais les étudiants sont de plus en plus considérés comme des « clients » de l'enseignement supérieur. Dans la prochaine décennie, il sera souhaitable d'élargir le débat entre les universités, les employeurs, les étudiants, les parents et d'autres parties prenantes au sujet de l'intégration professionnelle des diplômés. La diversité des populations estudiantines en Europe nécessitera des établissements différenciés et différents types d'universitaires. Cela équivaudra peut-être au déclin du grand prestige social des diplômés (que l'on compte aujourd'hui par millions) et de la plupart des universitaires (que l'on compte aujourd'hui par centaines de milliers). La généralisation de l'enseignement supérieur exerce déjà une influence profonde sur la stratification sociale des universitaires, notamment dans les pays où l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits est particulièrement importante.

CONCLUSION

Le tableau général présenté dans la première section de cet article pose les bases du tableau particulier présenté ci-dessus : l'Université est une institution placée sous des pressions aux multiples facettes, tout comme d'autres institutions du secteur public et le secteur des entreprises ; et ces pressions sont en général associées à l'avènement de ce que certains appellent « l'ère de la mondialisation » ou de ce que d'autres nomment l'« économie de la connaissance » ou l'« État-providence post-industriel ». Je suis néanmoins entièrement d'accord avec l'analyse institutionnelle de Johan P. Olsen lorsqu'il écrit, à propos de l'Université, qu'« il y a aussi des situations où une institution a sa *raison d'être*, sa mission, sa sagesse, son intégrité, son organisation, ses performances, son fondement moral, sa propre idée de la justice, son prestige et ses ressources sur lesquelles on s'interroge. On peut dès lors se demander si cette institution apporte à la société ce qu'elle est censée lui apporter. Lorsqu'elle fait l'objet de sérieuses critiques, une institution tend à réexaminer son *ethos*, la manière dont elle se comporte, ses allégeances principales et son pacte avec la société »²⁵. La description de l'institution fournie par Olsen semble correspondre parfaitement aux universités européennes face aux contraintes actuelles auxquelles elles font face : ce sont des institutions placées dans une position de forte dépendance à l'égard d'un contexte socio-économique mouvant, qui sont conduites, de plus en plus, à repenser leurs modes de fonctionnement. Ce qui importe le plus, dans cette situation de dépendance, c'est la capacité des universités, attestée à travers l'histoire, à s'adapter et à prospérer dans des circonstances toujours mouvantes. Une multitude de décisions propres à des contextes nationaux et culturels particuliers doivent être prises par les décideurs politiques et les établissements d'enseignement supérieur et il est encore très difficile de prévoir les effets de leurs choix. Dans la prochaine décennie, de nouveaux contextes politiques apparaîtront dans lesquels évolueront les universités publiques financées par l'État. Il

²⁵ Olsen, Johan P., « Change and continuity: an institutional approach to the institutions of democratic government », *European Political Science Review*, 1, 2009, p. 3-32.

est par conséquent difficile de tirer des conclusions définitives dans un monde qui change plus vite que jamais et où les événements contingents ont un rôle croissant. Ce que nous savons, c'est que le contexte socio-économique dans lequel les universités européennes évoluent a changé de façon significative. Compte tenu de la forte dépendance qu'elles ont toujours entretenue avec leur environnement, nous pouvons avancer l'hypothèse selon laquelle les transformations des universités reflèteront progressivement, et inévitablement, les changements plus vastes des sociétés et des économies européennes.

Références :

- Bok, Derek (2003). *Universities in the Marketplace. The Commercialization of Higher Education*. Princeton: Princeton University Press.
- Clark, Burton R. (1998). *Creating Entrepreneurial Universities. Organizational Pathways of Transformation*. New York: Pergamon Press.
- Delanty, Gerard (2001). *Challenging Knowledge. The University in the Knowledge Society*. Buckingham: SRHE and Open University Press.
- EC. European Commission. (2003). The Role of Universities in the Europe of Knowledge. Brussels. COM(2003)58.
- Geiger, Roger L. (2004). *Knowledge and Money. Research Universities and the Paradox of the Marketplace*. Stanford: Stanford University Press.
- Green, Andy (1997). *Education, Globalization and the Nation-State*. London: McMillian Press.
- Held, David (1995). *Democracy and the Global Order*. Cambridge: Polity Press.
- Held, David, and Anthony McGrew, D. Goldblatt, J. Perraton (1999). *Global Transformations. Politics, Economics and Culture*. Cambridge: Polity.
- Jessop, Bob (1999). "The Changing Governance of Welfare: Recent Trends in its Primary Functions, Scale, and Modes of Coordination". *Social Policy & Administration*. Vol. 33. No. 4. December 1999.
- Johnstone, D. Bruce (2006). *Financing Higher Education. Cost-Sharing in International Perspective*. Boston: CIHE.
- Kwiek, Marek (2005a). "The University and the State in a Global Age: Renegotiating the Traditional Social Contract?" *European Educational Research Journal*. Vol. 4. No. 4. December 2005.
- Kwiek, Marek (2006). *The University and the State. A Study into Global Transformations*. Frankfurt and New York: Peter Lang Scientific Publishers
- Kwiek, Marek (2007). "The University and the Welfare State in Transition. Changing Public Services in a Wider Context". In: Rosemary Deem et al. *World Yearbook of Education 2008*. London. Routledge.
- Kwiek, Marek (2008). "Entrepreneurialism and Private Higher Education in Europe". In: Michael Shattock (ed.). *Entrepreneurialism in Universities and the Knowledge Economy. Diversification and Organisational Change in European Higher Education*. Maidenhead and New York: Open University Press. McGraw-Hill.
- Kwiek, Marek (2009a). "The Changing Attractiveness of European Higher Education: Current Developments, Future Challenges, and Major Policy Issues". In: Barbara Kehm, Jeroen Huisman and Bjorn Stensaker, eds. *The European Higher Education Area: Perspectives on a Moving Target*. Rotterdam/Boston/Taipei: Sense Publishers.
- Kwiek, Marek (2009b). "Globalisation: Re-Reading Its Impact on the Nation-State, the University, and Educational Policies in Europe". In: *Re-Reading Education Policies. A Handbook Studying*

the Policy Agenda of the 21st Century. Ed. by Maarten Simons, Mark Olssen, and Michael E. Peters. Rotterdam/Boston/Taipei: Sense Publishers.

Maassen, Peter and Johan P. Olsen, eds. (2007). *University Dynamics and European Integration*. Dordrecht: Springer.

Neave, Guy (2002). "On Stakeholders, Cheshire Cats and Seers: Changing Visions of the University". In: *The CHEPS Inaugural Lectures 2002*. Enschede: CHEPS.

Neave, Guy and Frans A. Van Vught (1991). *Prometheus Bound. The Changing Relationship Between Government and Higher Education in Western Europe*. Oxford: Pergamon Press.

OECD (2009). *The Political Economy of Reform. Lessons from Pensions, Product Markets and Labour Markets in Ten OECD Countries*. Paris: OECD.

Olsen, Johan P. (2008). "Change and Continuity: An Institutional Approach to Institutions of Democratic Government". ARENA Working Paper No. 18. Available at: <http://www.arena.uio.no>

Powell, Jason and Jon (Joe) Hendricks, eds. (2009). *The Welfare State in Post-Industrial Society. A Global Perspective*. Dordrecht: Springer.

Rothblatt, Sheldon and Björn Wittrock, eds. (1993). *The European and American University Since 1800. Historical and Sociological Essays*. Cambridge: Cambridge University Press.

Ruggie, John Gerard (1997). "Globalization and the Embedded Liberalism Compromise: The End of an Era?". Max Planck Institute for the Studies of Societies. Working Paper 97/1.

Ruggie, John Gerard (1998). *Constructing World Polity. Essays in International Institutionalization*. New York: Routledge.

Scharpf, Fritz (2002). "The European Social Model: Coping with the Challenges of Diversity". Max Plank Institute for the Study of Societies Working Paper 02/8, Cologne.

Scharpf, Fritz, and Vivien A. Schmidt, eds. (2000). *Welfare and Work in the Open Economy. Vol. 1. From Vulnerability to Competitiveness*. Oxford: Oxford University Press.

Shattock, Michael (2008). *Entrepreneurialism in Universities and the Knowledge Economy. Diversification and Organizational Change in European Higher Education*. Maidenhead: Open University Press.

Slaughter, Anne-Marie (2004). *A New World Order*. Princeton: Princeton University Press.

Teixeira, Pedro, and Ben Jongbloed, David Dill, Alberto Amaral, eds. (2004). *Markets in Higher Education. Rhetoric or Reality?* Dordrecht: Kluwer.

Williams, Gareth, ed. (2004). *The Enterprising University: Reform, Excellence and Equity*. Buckingham: Open University Press.

Williams, Gareth (2008). „Finance and Entrepreneurial Activity in Higher Education in a Knowledge Society". In: Shattock (2008).